

Madame la Ministre déléguée,

Madame la Présidente,

Monsieur le Secrétaire général,

Mesdames et Messieurs les conseillers des  
Français de l'étranger, chers collègues,

Mesdames, Messieurs, chers  
compatriotes,

De session en session, j'use mon vieux  
dictionnaire dont j'aurai bientôt épuisé le  
stock de synonymes tant nous venons tous  
les six mois répéter presque exactement  
les mêmes avertissements.

Mais comme le disait Albert Camus, il faut  
s'imaginer Sisyphe heureux.

Lorsque les mineurs creusaient la terre, ils emmenaient avec eux des canaris.

Ces petits êtres étaient sensibles et exposés aux variations et raréfactions de l'air, alertant les hommes de l'imminence d'un coup de grisou.

Diaspora dispersée sur notre seule planète, Français à l'étranger, nous sommes les canaris de la France.

Nous sommes les témoins de feux gigantesques, d'océans asphyxiés, de prairies et récoltes asséchées, de tempêtes déchaînées, d'équilibres vivants balayés, de maladies mondialisées... La riposte à l'anthropocène par les forces de la nature impacte désormais structurellement la société humaine et notre avenir à tous.

Nous sommes les témoins du déchirement des sociétés humaines par la guerre ; Pour les ressources en énergie, en eau, en terres rares ; Pour le contrôle de territoires ; Pour satisfaire des projets tyranniques et impérialistes ;

Par haine de l'autre ; Par la bêtise collective qui mesure la puissance de chacun à la capacité de nous détruire tous.

Nous sommes les témoins d'effondrement d'États, fragilisés par des années de restructurations et de destructions des moyens publics. Des États aujourd'hui concurrencés et mis au défi jusque dans leurs viabilité et missions régaliennes par des acteurs privés, des cartels, des gangs, des milliardaires ;

Les uns trafiquants de stupéfiants, les autres de machines qui remplaceront les femmes, les hommes et leurs enfants.

Les Français à l'étranger sont aux premières loges de notre monde qui vacille. Et soyez sûre, Madame la Ministre, que nous n'y assistons pas passivement.

Nous sommes impliqués aux côtés des peuples qui nous accueillent, dans leur résilience, dans leur résistance, avec les principes qui nous guident et qui font la force de notre modèle de société : La justice, la liberté, la laïcité, la solidarité, la recherche de la raison et de la vérité, le secours aux opprimés, le respect de la vie humaine pour ce qu'elle porte de beauté, bien plus que pour ce qu'elle porte d'utilité.

Ici, nous aimons tous la France. Nous aimons cette capacité que notre nation a eu de mobiliser les opinions du monde, de proposer des horizons pour construire une société humaine universelle et lumineuse, libérant les individus de l'obscurantisme, de l'oppression et de la fatalité. Mais c'est le cœur déchiré que nous constatons chaque jour le recul si ce n'est l'abandon de cette vocation.

Aujourd'hui, avec de nombreux collègues, nous portons un ruban noir. Nous le portons pour le deuil de toutes les victimes des conflits qui minent le monde : de Palestine, du Liban et d'Israël, d'Ukraine et du Yémen, du Soudan, d'Ituri, des Kivu, de Birmanie ou d'ailleurs encore.

Des victimes pour lesquelles le droit international et les institutions qui le portent font la désolante démonstration de leurs limites et impuissances.

Aussi nous souhaitons que l'Europe et la France reconstruisent une parole juste, sensée, crédible et forte pour contribuer à calmer le monde avant qu'il ne soit trop tard.

Le Gouvernement précédent usait d'artifice pour essayer de nous vendre la mutation de cette vocation en une politique dite d'influence.

Il tentait de nous le vendre, à nous les Français à l'étranger, alors même que nous formons une pièce centrale de l'action et de la présence internationale de la France, de sa culture, de son économie.

Pourtant Madame la Ministre, et malheureusement sans réelle surprise, nous voyons aujourd'hui ce recul manifesté concrètement par une baisse de près de 160 millions d'euros du budget alloué à l'action extérieure de l'Etat.

Tous les bras qui pouvaient nous porter à l'étranger sont violemment impactés :

Nos agents consulaires, liens humains de l'administration avec les Français ;

Notre tissu associatif, socle de l'engagement et de l'intégration de nos communautés dans les pays qui nous accueillent (et soit dit aux passages, voici pourtant un vecteur durable de notre influence) ;

Notre réseau des institut français, déjà condamné à chercher une propre rentabilité pour survivre ;

L'agence de l'enseignement français à l'étranger et les bourses scolaires alors même que nous faisons face à des mouvements de déscolarisation des plus fragiles mais aussi des classes moyennes qui, victimes des effets de seuils, n'accèdent plus auxdites bourses ;

La protection sociale des Français à l'étranger, et parmi elle, la caisse des Français de l'étranger, notre sécurité sociale, délaissée par l'Etat alors qu'elle assure une mission fondamentale de service public.



Ces différents services seront confrontés à des baisses de moyens alors qu'ils sont pourtant dans des situations d'urgence pour lesquelles nous ne pourrions pas nous permettre d'entrer les uns ni les autres dans une quelconque polémique.

Ainsi, notamment, notre groupe, Écologie et solidarité, déposera une motion d'urgence à l'issue de cette session, relative spécifiquement à la situation de la caisse des Français de l'étranger.

Il y a urgence. Mais il y a aussi une urgence alarmante pour la sécurité de nos compatriotes au Proche-Orient.

Nous l'avons déjà demandé pour nos compatriotes d'Israël et de Palestine.

Aujourd'hui, il faut immédiatement organiser l'évacuation des Français du Liban, ainsi que de leur famille. J'insiste sur ce point : ne séparons pas les familles.

L'action extérieure de la France, et avec elle l'implication des Français de l'étranger ne doit pas et ne peut plus se restreindre. Bien au contraire, elle doit se renforcer.

Ce budget d'austérité que vos prédécesseurs ont laissés sur votre bureau, nous inquiète au plus haut point.

Pourtant nous nous rappelons que votre groupe au Sénat avait lui-même critiqué le recul des moyens et, mieux, avait lui aussi demandé un retour de l'engagement de l'Etat pour les Français de l'étranger.

Pourtant, la Cour des comptes elle-même estime que l'application de ce budget engendrera une perte d'un demi-point de croissance.

Madame la Ministre, il est nécessaire d'effacer sept ans de macronisme.

Toutefois, je n'envie pas votre Gouvernement.

Je n'envie pas votre Premier Ministre, pris entre un Président de la République, marteau, incarnation d'un libéralisme désaxé, sans boussole, sans scrupules et sans valeurs ; Et de l'autre côté une enclume de plomb, lourde, sombre, grossière, dont personne ne peut ignorer le danger qu'elle représente pour la République, pour la démocratie, pour l'État de droit, pour la France.

Personne ne peut l'ignorer et j'en veux pour preuve que je n'ai pas eu besoin de la nommer, pour que chacun dans cette salle – ou en ligne - comprenne parfaitement de qui et de quoi il est question.

Madame la Ministre, nous les Français de l'étranger, sommes tous des immigrés. Votre rôle sera de le rappeler au sein de votre gouvernement pour qu'il ne l'oublie pas quand il traitera ceux de France.

Qu'il ne l'oublie pas quand vous devrez traiter la question de l'attractivité de notre pays. Qu'il ne l'oublie pas et qu'il sache qu'il ne sera que plus fort quand il endossera la défense des principes et des valeurs qui font l'honneur de la France et de la République.

J'oserai même vous dire, Madame la Ministre, qu'en cela nous pourrions être les mobilisateurs de forces contributrices et alliées.

Peut-être nous découvrez-vous, mais les élus des Français de l'étranger face à vous, sont engagés pour leurs causes et plus encore pour leurs compatriotes. Nous saurons toujours répondre à l'appel pour protéger et améliorer la vie des plus de deux millions de Français hors de France.

Pourtant c'est un mandat particulièrement complexe et qui ne tient que par le sacerdoce que nous nous faisons de son exercice. Les difficultés sont nombreuses, jusque dans la gouvernance de cette même assemblée.

D'autres collègues reviendront sur ce point, mais je saisis déjà l'occasion, Madame la Ministre, pour vous solliciter, pour une rencontre à ces sujets avec les cinq présidents des groupes politiques, qui assurément représentons nos élus dans toute leurs diversités.

Madame la Ministre, la République a besoin que nous nous rassemblions tous pour revivifier ses valeurs. Dans notre pays, l'institution qui le porte au plus haut est notre école et ses professeurs.

Jean Jaurès avait ainsi dit aux jeunes bacheliers d'Albi, en 1903 :

*« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. C'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe, et de ne pas faire écho, de notre âme, de notre bouche et de nos mains aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »*

Aussi, Madame la Ministre, Madame la présidente et vous toutes et tous mes chers collègues, je vous demande que nous nous joignons à l'hommage rendu aujourd'hui dans nos écoles en France et à l'étranger, aux professeurs Samuel Paty et Dominique Bernard, et qu'ensemble nous les honorions par une minute de silence.

Je vous remercie.